

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement d'Occitanie
320 Chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 23/04/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL

La Plaine de Cazelle
11390 Cuxac-Cabardès

Références : 2024-107
Code AIOT : 0006600117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès.

L'objectif de cette inspection est de vérifier sur site et par sondage la conformité technique et organisationnelle du site au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral de 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Plaine de Cazelle 11390 Cuxac-Cabardès
- Code AIOT : 0006600117 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société TITANOBEL exploite une unité de fabrication et de stockage d'explosif de type "nitrate-fioul" ainsi que du stockage de détonateurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des stocks
- gestion de la sous-traitance et des interventions extérieures

- formation du personnel
- entretien et maintenance
- bilan des actions mises en place suite à la dernière visite d'inspection
- mise à jour POI et actualisation EDD

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
12	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
14	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
15	Etat des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
16	Débroussaillage extérieur	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.2.3	
17	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.6	
18	Mise à jour EDD	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.9.3	
19	Conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.5, 8.7.4	

20	Détection	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.4	
21	Extinction	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.8.4	
22	Foudre	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.5	
23	Formation personnel	Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.6	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le site est bien tenu, propre et régulièrement entretenu.


Les évolutions réglementaires sont prises en compte et doivent s'accompagner d'une mise à jour documentaire, dont POI, prévu d'ici fin avril 2024.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'opérations interne en vue de :</p> <p>1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</p> <p>2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</p>	
<p>Constats :</p> <p><u>Documents présentés par l'exploitant :</u></p> <p>- dernier POI disponible : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022.</p> <p>Il s'agit de la dernière version également disponible auprès de la DREAL.</p> <p>L'exploitant précise que plusieurs évolutions de ce POI (fiches 12, 40 ...) sont prévues et qu'une nouvelle version sera disponible d'ici fin avril 2024.</p> <p>Une diffusion de ce document est bien prévue une fois la mise à jour finalisée.</p> <p>A ce stade, aucun suivi particulier n'est prévu par l'inspection.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>dernier POI disponible : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022.</i> - <i>compte rendu exercice POI en date du 12/06/2023.</i> Le compte rendu d'exercice POI 2023 identifie plusieurs points d'amélioration, lesquels ne font l'objet d'aucune action à mener : coché "SO". <u>Action retenue :</u> (prochain exercice POI) L'inspection demande à l'exploitant que chaque point à améliorer face l'objet d'une formalisation de l'action d'amélioration retenue.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opérations interne.	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Attestation interne de formation/information - individuelle : Formation agent d'astreinte - POI en date du 31/01/2024 Feuille d'émargement.</i> - DESAUTEL - Formation du personnel à la lutte contre l'incendie - Manipulation d'extincteurs sur feu : 12/03/2024. Les justificatifs de formation POI sont disponibles et à jour.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opérations internes prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>dernier POI disponible : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022.</i> Il s'agit de la dernière version également disponible auprès de la DREAL. L'exploitant précise que plusieurs évolutions de ce POI (fiches 12, 40 ...) sont prévues et qu'une nouvelle version sera disponible d'ici fin avril 2024. Une diffusion de ce document est bien prévue une fois la mise à jour finalisée. À ce stade, aucun suivi particulier n'est prévu par l'inspection.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 5 : Contenu POI: responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Planning d'astreinte du personnel.</i> - <i>POI : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022.</i> Les dispositions sont respectées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 6 : Contenu POI:liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>POI : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022.</i> Pas d'évolution vis-à-vis des dispositions déjà en place : La personne d'astreinte au jour de l'évènement est le DOI. Le chef de dépôt ou son adjoint prend le relais à leur arrivée sur le site.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 7 : Contenu POI: description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - POI : POI/CUX/2010/065 - version E du 30 septembre 2022. L'exploitant confirme qu'une mise à jour de son POI est prévue d'ici fin avril 2024 et fera l'objet d'une diffusion auprès des services identifiés dans le POI. L'exploitant est invité à respecter l'échéancier annoncé.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 8 : Contenu POI: conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Plan de zonage réglementaire</i> L'action de l'inspection s'est concentrée sur les modalités mises en place permettant de vérifier le caractère audible de la sirène PPI en limite de zone Z5. L'exploitant procède, selon une périodicité non établie, à des vérifications de perception de la sirène PPI. Les résultats sont reportés sur le plan de zonage réglementaire affiché dans le bureau du chef de dépôt. Y sont reportés, la date, la direction du vent, la vitesse du vent et le résultat de la perception. Cette vérification est en place depuis 2023 : deux points de contrôle réalisés (un correct, un inaudible). <u>Action retenue :</u> L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre les investigations afin de cibler la zone de couverture de la sirène PPI et de planifier a minima 1 vérification auditive de la perception du signal tous les 4 mois. Ce point fera l'objet d'un suivi lors de la prochaine visite d'inspection.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 9 : Contenu POI: information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'information à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Procédure SGS PRS-05-02 "cellule et communication de crise" (en cours de révision- version 4).</i> La version définitive de la procédure SGS PRS-05-02 "cellule et communication de crise" n'est pas disponible contrairement à l'engagement de l'exploitant. L'inspection note que les éléments de cette procédure portent essentiellement sur des aspects de communication extérieurs que souhaite adopter TITANOBEL : le retard pris est lié à des vérifications juridiques au sein de TITANOBEL. Les dispositions de déclenchement du POI-PI ne sont pas impactées par cette procédure. L'accès aux informations de chaque dépôt est possible via un serveur sécurisé et centralisé depuis n'importe quel endroit par le personnel habilité.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 10 : Contenu POI: articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention	
Constats : Pas d'évolution vis-à-vis des dispositions déjà en place. Les services d'urgences externes connaissent le site et les installations.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 11 : Contenu POI: formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes	
Constats : Le personnel est formé régulièrement : Dernière formation réalisée le 12/03/2024 sur feu réel. L'exploitant projette de faire évoluer ces formation vers une version dite "formation en réalité augmentée" pour la session de formation de 2025. Une mise à jour du POI est prévue d'ici fin avril 2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 12 : Contenu POI: moyens d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	
Thème(s) :	Risques accidentels POI inopiné
Prescription contrôlée : h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prise hors site	
Constats : Pas d'évolution vis-à-vis des dispositions déjà en place et/ou engagées : Mise à jour du POI prévue pour avril 2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 13 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
Thème(s) :	Risques accidentels POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> <ul style="list-style-type: none">- <i>Suivi des déchets : palettes ; sacs d'explosifs vides (retour) ; big-bag ammonitrates vides.</i>- <i>État des stocks global : détonateur ; dépôt 1 ; dépôt 2 ; dépôt 3.</i>- <i>État des stocks en détail : détonateur ; dépôt 1 ; dépôt 2 ; dépôt 3.</i>- <i>État des stocks du dépôt d'ammonitrate.</i> Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement. Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : la concordance est vérifiée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 14 : Etat des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4 XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockages utilisés pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opérations interne lorsqu'il existe.</p>	
<p>Constats :</p> <p><u>Documents présentés par l'exploitant :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>Suivi des déchets : palettes ; sacs d'explosifs vides (retour) ; big-bag ammonitrates vides.</i>- <i>État des stocks global : détonateur ; dépôt 1 ; dépôt 2 ; dépôt 3.</i>- <i>État des stocks en détail : détonateur ; dépôt 1 ; dépôt 2 ; dépôt 3.</i>- <i>État des stocks du dépôt d'ammonitrate.</i> <p>Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé l'adéquation entre le stock physique et le registre des stocks sur plusieurs produits (détonateurs et explosifs) : la concordance est vérifiée.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 15 : Etat des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
Thème(s) : Risques accidentels POI inopiné	
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.	
Constats : Un état des stocks est disponible et est fait régulièrement. Les principaux produits détenus sur sites sont de la catégorie des « PRODUITS EXPLOSIFS » (Explosifs – Nitrate – Fioul) : cette terminologie ne nécessite pas de vulgarisation supplémentaire. Selon les dires de l'exploitant, la caractérisation des poussières d'incendies sur un dépôt d'explosifs sera disponible prochainement, d'ici fin avril 2024. Ces éléments seront intégrés dans la mise à jour du POI prévue d'ici fin avril 2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 16 : Débroussaillage extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.2.3	
Thème(s) :	Risques accidentels Débroussaillage extérieur
Prescription contrôlée : Par ailleurs, du fait des risques d'incendies, les abords immédiats des locaux pyrotechniques (fabrication et stockages), sont débroussaillés régulièrement selon un rayon de 50 m, ainsi que ceux du stockage de nitrate d'ammonium, du stockage de palettes en bois et des zones de stockage des déchets sont dés herbés et débroussaillés régulièrement selon un rayon de 10 m ; les produits utilisés pour le dés herbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Il est interdit de laisser des herbes sèches et d'emmagasiner des matières facilement inflammables, telles que du foin, des huiles, des graisses dans un rayon de 50 m autour des zones ci-dessus.	
Constats : Disposition respectée. Information de l'agriculteur afin que les dépôts de "paille/fumier" soient constitués au-delà des 50 m de l'entrée du dépôt. Les dernières opérations de dés herbage ont été réalisées les 7 et 21 février 2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 17 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 1.6	
Thème(s) :	Risques accidentels Garanties financières
Prescription contrôlée : Garanties financières	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Garanties financières Erratum : Acte de cautionnement solidaire en date du 05/03/2024 pour la période du 01/12/2023 au 30/11/2028.</i> L'exploitant est à jour de ses garanties financières.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 18 : Mise à jour EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 2.9.3	
Thème(s) :	Risques accidentels EDD
Prescription contrôlée : Actualisation – Caractéristiques fumées	
Constats : La mise à jour réglementaire de l'EDD est prévue pour 2025.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 19 : Conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.5, 8.7.4	
Thème(s) :	Risques accidentels Electricité
Prescription contrôlée : Conformité Matériel électrique	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Rapport APAVE Q18 : Intervention du 09/03/2023 ==> Stockage ammonitrate ; zone de production ; zone de stockage détonateurs et dépôt.</i> L'inspection note l'absence de restriction intervention et l'absence d'observation.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 20 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.4	
Thème(s) :	Risques accidentels Détection
Prescription contrôlée : Détection – Poste de gardiennage	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Registre TITANOBEL de vérification du matériel anti-intrusion : mars 2024, octobre 2023, aout 2023.</i> - <i>Registre d'intervention DESAUTL de vérification "détecteurs incendie : centrale" : dernier passage le 15/09/2023.</i> Un test intrusion a été simulé par l'exploitant à la demande de l'inspection afin d'apprécier la prise d'information et la retransmission de l'alarme par le poste de télésurveillance. ==> Transmission de l'alarme correctement réalisée.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	


N° 21 : Extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.8.4	
Thème(s) :	Risques accidentels Surveillance
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Plan d'implantation des poteaux incendie.</i> - <i>Résultat de performance des poteaux incendie en date du 17 novembre 2023.</i> - <i>Atelier de production : Registre de vérification du dispositif de noyage : dernières vérifications 22/12/2023, 01/09/2023, 25/05/2023, 17/02/2023.</i> Pas d'anomalies particulières relevées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 22 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.4.5	
Thème(s) :	Risques accidentels Foudre
Prescription contrôlée : Conformité foudre	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> - <i>Rapport APAVE : Vérification visuelle foudre du 09/03/2022.</i> - <i>Rapport APAVE : Vérification complète du 10/03/2022.</i> La dernière vérification complète foudre date du 11/03/2024 : L'exploitant est en attente du rapport APAVE. La visite du site "dépôt" a permis de mettre en évidence une dégradation de la fixation et de la section d'une mise à la terre d'un poteau électrique EDF à l'intérieur du site et proche du local de stationnement du choleur. Bien que l'exploitant n'ait pas la liberté d'intervenir sur une installation ne lui appartenant pas (poteau électrique EDF à l'intérieur de son site), il lui appartient cependant d'en informer le propriétaire afin que les actions de remise en état soient réalisées au regard des risques potentiellement liés à ce défaut de par la présence à proximité du dépôt de détonateur. L'exploitant est également invité à s'assurer de la bonne prise en compte de cet équipement dans ces documents que sont : ARF et ET. <u>Action retenue :</u> (prochaine visite d'inspection) L'inspection propose que ce point soit reconduit lors de la prochaine visite d'inspection.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 23 : Formation personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2022, article 8.6.6	
Thème(s) : Risques accidentels Formation	
Prescription contrôlée : Plan de formation	
Constats : <u>Documents présentés par l'exploitant :</u> <ul style="list-style-type: none">- <i>Plan de formation.</i>- <i>Plan de prévention et permis de feu : Travaux de désamiantage du 18/01/2024.</i>- <i>Évaluation de la formation des intervenants des entreprises extérieures : Travaux de désamiantage du 18/01/2024.</i>- <i>Procédure de "Maîtrise des interventions réalisées sur les sites TITANOBEL" : PRS-03-01 version E du 20/01/2023.</i>- <i>Instruction "Permis de travail d'un salarié" : Annexe 3 - INS-03-12 - version B du 20/08/20</i>- <i>Habilitation pyrotechnique au sens de l'article R.4462-27 du code du travail : nominative.</i> <p>Le personnel est régulièrement formé : un plan de formation est établi pour chaque agent. À chaque intervention, les entreprises extérieures prennent connaissance du plan de prévention.</p> <p>Point de sensibilisation : La ronde après travaux est effective selon le chef de dépôt, mais elle n'est pas systématiquement formalisée sur les documents après chaque intervention.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	